Lettre à Gréta Thunberg

D'accord…

Vous avez raison de demander des comptes aux générations actuelles et précédentes, donc à la mienne.

Je me permets simplement de vous faire remarquer que, pour ma part et celle de mes proches, j'ai l'impression de ne pas avoir failli à mes responsabilités.
Au moment où je m'attelle à reconstituer 50 ans d'engagement alternatif et écologique, principalement traduit par mon activité d'éditeur, je vous invite à y jeter un œil, s'il n'est pas trop captivé par un écran.
Car je suis de la génération de la transmission par papier… Même si j'ai su évoluer sur ce point-là, aussi.

Le conflit des générations ne m'intéresse pas, pour être clair. Je suis sûr que nous avons mieux à faire, en tout cas les urgences écologiques actuelles l'imposent.
D'accord, new baby no boomer ?

Au début des années 1970, juste après avoir été réalistes en demandant l'impossible, les premières alertes écologistes sont venues accompagner notre désir de liberté.
Tout semblait possible, oui. Et, tout à coup, des rapports de scientifiques apparemment fiables, sinon indiscutables, nous assénaient des prévisions apocalyptiques.

Nous lisions Charlie Hebdo et Fournier, nous sortions de Mai 68 et pour certains d'entre nous (dont moi) d'expériences communautaires et libertaires. Tout (ce fut aussi le titre d'un superbe quinzomadaire underground du moment) s'ouvrait à nous et en même temps l'horizon s'obscurcissait. Les guerres impérialistes ruinaient le tiers-monde. Le pétrole allait manquer (Club de Rome), l'air deviendrait très vite irrespirable (Cousteau), la bouffe chimique allait détruire l'humanité (La Vie claire, Raoul Lemaire)… Le nucléaire civil nous contaminerait dans les plus brefs délais, et les premières explosions de ces bombes atomiques en puissance s'annonçaient (Three Misle Islands, en 1973, ça n'était pas loin). Le tout bagnole nous submergerait (Pompidou avait lancé les voies sur berge dans Paris : il faudra 40 ans pour en revenir)…

Et, en face, quoi ?
Hé bien, franchement, pas grand chose ! Et peu de monde.
Je vous rappelle qu'alors Bob Dylan déserta le camp pacifiste et que l'intelligentsia, française notamment, chargeait, Pauwels sabre au clair, contre nous.

Depuis mes 20 ans (je suis né en 1950 pour faire simple), j'ai l'impression (et pas que) d'avoir agi pour que notre monde échappe à la folie.
En relisant ce que j'écrivais, défendais et pratiquais en 1970 je me retrouve, en partie, dans ta volonté farouche.
A une grande différence près. Pendant et après mai 68 nous voulions changer le monde en nous débarrassant des incapables ou corrompus qui le dirigeaient.
Toi tu viens, simplement et lucidement, leur demander des comptes à ces incapables ou corrompus. Car, c'est vrai, ils sont aux responsabilités, ils voulu y être, et donc, à eux d'agir, à nous d'exiger qu'ils agissent.
Tous les mouvements sociaux depuis ceux de désobéissance civile de Gandhi et Luther King, sont de la même trame.
Bien sûr, parfois, après le départ des incapables ou corrompus il faut les remplacer et là c'est plus compliqué. Car il faut y aller : se mettre les mains dans la boue… Et je crois que, là, on gagne en humilité ce qu'on a perdu en facilité. Jean-Paul Sartre, que j'admire beaucoup et dont je me sens proche dans l'action, a eu cette formule : il y a ceux qui ont les mains sales et ceux qui n'ont pas de main…

Il est sans doute plus lucide, à première vue, d'exiger des comptes de ces dirigeants, incapables ou corrompus, puisqu'ils ont voulu occuper ces fonctions, a priori, au service tous et pour le bien de tous. Moins utopique, peut-être, que d'envisager de prendre leurs places.

Cependant, constatons-le : si nous ne parvenons pas à changer le monde, c'est souvent lui qui nous change.
Et c'est bien l'écueil, la grande difficulté.

Quand je vois comment la bio a progressé depuis ces 50 ans d'engagement, je me dis que nous n'avons pas travaillé pour rien.
Mais quand je vois comment les lobbies de l'agroalimentaire et de la chimie phytosanitaire continuent à occuper une place prépondérante, je sais bien qu'il ne faut pas se faire d'illusion.
Quand je vois comment l'Europe a construit un ensemble, souvent discuté, de paix et de stabilité économique, j'y regarde le côté plein de la bouteille : Erasmus, par exemple, quelle réalisation enthousiasmante. Ou Galiléo, notre réseau de GPS autonome plus tourné vers l'activité civile que militaire : un autre exemple. Et l'Euro ? Il n'y a pas d'autre exemple dans l'histoire du monde qu'un ensemble de pays ait ainsi supprimé ses frontières ou ses monnaies par des voies pacifiques et (qu'on le veuille ou non) démocratiques.

L'Europe, encore, puisque c'est notre continent. Il est tentant, voire simpliste, de dire que les agriculteurs y sont subventionnés pour polluer, subventionnons-les pour ne pas polluer, ils suivront.
Les groupes pétroliers ont tous des brevets sous le coude pour le solaire, l'éolien ou l'hydroélectricité. Ils préfèrent cependant investir dans le gaz de schiste alors que ces énergies alternatives leur rapporteraient autant sinon plus.

Quelles sont leurs motivations profondes ?
Serait-ce donc par plaisir sado—masochiste que ces lobbies agissent ainsi à nous détruire et à se détruire ?
On finirait par le penser.

Tout est question d'une volonté politique, au sens noble.

Nous pouvons nous y employer. Changeons, autant que nous le pourrons, ce monde malade avant qu'il ne nous change.

Bien à toi, chère Gréta.

Jean-Marc Carité

PS. Je ne peux laisser passer cela. Nous nous souvenons de la remarque saugrenue, à ton propos, de Bernard Pivot : « je me faisais une autre idée des petites suédoises »… son grand âge, sans doute, sa sénilité avancée probablement. Ce qui lui valut (ou fût-ce le coup de grâce ?) D'être gentiment poussé à la porte d'une Académie Goncourt où, dès sa cooptation, sa présence fut incongrue, sauf à considérer qu'elle le devait aux services rendus à nombre d'écrivains devenus ses obligés, au travers de son émission promotionnelle « Apostrophe ». Emission où il reçut complaisamment et avec une régulière et évidente complicité, le sinistre Gabriel Matzneff médiocre auteur mais pédophile criminel réputé. D'où cet éclairage sur la remarque saugrenue de Bernard Pivot sur les petites suédoises dont il partageait sans doute avec son ami Matzneff d'autres critères… On ne sait encore si Bernard Pivot sera prochainement convoqué chez un juge d'instruction pour complicité et apologie de pédophilie… son grand âge (le même que son complice d'ailleurs) n'excusant rien. Un salaud reste un salaud.

Le dérèglement climatique à l'assaut des AOC / AOP

Vers des vins de Bordeaux issus de cépages portugais ?

Hervé Le Treut

Faut-il encore présenter Hervé Le Treut ? Hé bien oui. Scientifique mondialement reconnu, un des piliers du GIEC, son exigence de rigueur intellectuelle, son allure d'ours pataud, sa discrétion naturelle, n'en font pas une bête de scène soucieux d'en occuper le devant. Autant dire un mauvais client pour des médias approximatifs amateurs de clowns colorés incompétents. L'antithèse d'un Claude Allègre, en somme.

C'est à occasion d'un voyage vers l'archipel norvégien du Svalbard (Spitzberg), extrême arctique habité avant le pôle Nord, que nous avons eu le plaisir de faire la connaissance d'Hervé Le Treut qui intervenait durant le voyage comme conférencier.

Hervé Le Treut

Climatologue. Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, membre de l'Académie des Sciences, directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace. Un des membres très actifs du GIEC.

Ses travaux portent sur la modélisation numérique du système climatique et la compréhension des perturbations radiatives du climat, en particulier le rôle de l'effet de serre additionnel lié aux activités humaines. Ses compétences, internationalement reconnues, lui ont valu de faire partie du GIEC.

Présentation du GIEC

Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Réunit plusieurs centaines de scientifiques à travers le monde, au-delà des frontières territoriales ou idéologiques, depuis 1988. Tous les cinq ans, depuis 1990, le GIEC publie un rapport sur l'évolution du climat et un ensemble de recommandations aux gouvernements.

Scientifique certes, mais resté attaché à ses racines bordelaises et aquitaines, Hervé Le Treut eut ainsi l'occasion de répondre à une demande du président de la région, Alain Rousset, sur « Les impacts du changement climatique en Aquitaine ». Après avoir suivi ses conférences sur l'évolution du climat probable consécutive au dérèglement que nous connaissons depuis plusieurs décennies, j'ai voulu aller plus loin avec lui sur ce que cela pouvait engendrer pour une région éminemment viticole comme le bordelais.

Hervé Le Treut travaille avec une communauté scientifique internationale de 500 chercheurs qui tous partagent la même lucidité pessimiste, sinon désespérée : quels que soient les efforts de l'humanité pour inverser la production des gaz à effet de serre, principale cause de ce dérèglement et d'origine humaine, il ne faut pas attendre de résultats tangibles avant un siècle… A condition qu'on s'y mette tous et tout de suite…
Or, avec la découverte récente de pollution importante à base de tétrachlorure de carbone (CCL4) interdit depuis 1989 (tout comme les CFC deux gaz responsables de la diminution, voire la disparition, de la couche d'ozone stratosphérique. On pensait ces gaz interdits inutilisés depuis 25 ans…) force est de constater que soit il n'en est rien, soit que la libération de gaz par la fonte des glaces démontre bien qu'en ce domaine si le diagnostic peut être fiable, l'évolution de paramètres inconnus ou méconnus reste, elle, du domaine de la prospective. Alors que, dans le même temps les experts semblent plutôt optimistes sur la restauration de la couche d'ozone.
Nous savons bien, nous le constatons chaque jour (on apprend aujourd'hui que le gouvernement français veut remettre en cause la directive européenne sur les nitrates, alors !) que personne ne s'y met et que ceux qui promettent de s'y mettre demandent des délais tels qu'il est inutile d'en attendre un résultat tangible.

Dire que Hervé Le Treut comme l'ensemble de cette communauté scientifique, à juste titre sont inquiets pour l'avenir de l'humanité à court terme relève de l'euphémisme. Pourtant plus personne ne se fait d'illusion et travaille encore sur un retour à une situation antérieure (pour retrouver un niveau de pollution gérable il faudrait revenir à plusieurs décennies en arrière aussi… mais aujourd'hui le Brésil, la Chine et surtout l'Inde se sont installés dans des situations productrices de GES – gaz à effet de serre – d'autant moins critiquables que ces pays ont bénéficié, dans un premier temps, d'un droit à polluer hérité de leur jeunesse industrielle…).
Ne rêvons pas, nous prévient Hervé Le Treut. Et, plus prosaïquement : tentons de nous adapter, à défaut de pouvoir raisonnablement retourner la situation.

D'autant plus qu'au bout de plusieurs rapports le GIEC constate le manque d'un étage dans la diffusion de l'information à savoir la dimension citoyenne. Lassés sans doute d'être si peu écoutés par les décideurs à qui ils remettent leurs travaux, ils sont tentés aujourd'hui d'en appeler à cette conscience citoyenne pour faire pression sur ces responsables qu'ils soient politiques, institutionnels ou économiques.

Application pratique en Aquitaine : S'adapter à quoi quand on est une région atlantique de production viticole ?

Par exemple pour le bordelais, vignoble de renom, le fleuron (après le Champagne) des exportations agricoles françaises, de surcroît ?
Car ce dérèglement climatique a deux conséquences immédiates, déjà sensibles : la montée du niveau de la mer, la modification des conditions de culture.
Pour la première conséquence dont l'érosion du littoral est la plus visible des manifestations, et les tempêtes de 1999 et 2009, déjà, nous rappellent que trop d'installations sensibles (à commencer par la centrale nucléaire de Braud St Louis) sont à la merci de cette montée programmée des eaux, que les défenses naturelles de jadis (les dunes) ou de naguère (digues) sont déjà notoirement insuffisantes (l'évolution du bassin d'Arcachon en est révélatrice). A court terme (inutile de se leurrer) nous connaîtrons la fin des dunes landaises et le retour de l'océan à plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur des terres, comme nous connaîtrons la ville de Bordeaux sous l'eau… Et nous ne parlons pas du XXIIè siécle mais bien du nôtre ! L'évolution exponentielle des dégâts est déjà telle qu'elle bouscule toutes les prévisions les plus alarmistes.

La seconde va évidemment contraindre l'activité viticole à migrer : abandonner les basses terres (zones alluvionnaires des fleuves ou de l'estuaire par exemple), retrouver les cultures en coteaux mais pour anticiper au mieux opter pour la colonisation des coteaux nord… changer l'orientation des rangs de vigne pour les exposer moins au rayonnement solaire… supprimer certaines pratiques comme l'épamprage (la suppression des feuilles) ou la haute densité de plantation, et bien entendu modifier l'encépagement !
La référence à la canicule de 2003 est récurrente. Et il est impensable de proposer aux consommateurs des vins de Bordeaux à 15 % d'alcool…
L'INRA, en Aquitaine, a déjà activées ces hypothèses du futur, un futur de moins en moins lointain.

Parmi les schémas d'adaptation actuellement étudiés (à l'INRA de Bordeaux), notons, et remarquez la prudence du langage scientifique[1] :

« Pour la vigne, la modification des cépages et des porte-greffes paraît être une alternative à considérer avec sérieux que ce soit pour essayer de retarder la maturité ou pour améliorer l'adaptation à la sécheresse. Etant donné les impacts du changement climatique sur la qualité et la typicité des vins, il conviendra d'abord de retarder la phénologie.[2]
Cela peut se faire, dans un premier temps, par le recours à des clones plus tardifs et des porte-greffes à cycle plus long. Il sera aussi possible d'augmenter la production des cépages tardifs, tout en restant dans la palette des cépages traditionnellement cultivés en Aquitaine (Cabernet sauvignon et franc, Petit Verdot pour les vins rouges, petit Manseng, gros Manseng et Colombard pour les vins blancs). Pour la deuxième moitié du siècle, cette solution ne sera certainement pas suffisante et l'introduction de cépages tardifs non autochtones[3] pourrait être envisagée. Il est néanmoins nécessaire d'évaluer au préalable leur compatibilité avec la typicité des vins de Bordeaux. Le recours à des cépages d'origine atlantique, comme le Touriga nacional (cépage tardif portugais) pourrait être prometteur. Des recherches sont actuellement menées dans ce sens en Aquitaine par l'ISW (Institut des Sciences de la Vigne et du Vin) avec le soutien du CIVB (Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux).

---

1 Dans Les impacts du changement climatique en Aquitaine (sous la direction d'Hervé Le Treut, Presses Universitaires de Bordeaux).

2 Phénologie : étude de l'influence du temps et des conditions écologiques, entre autres climatiques, sur la succession des diverses phases du cycle vital d'une espèce.

3 Encore faudrait-il clairement établir cette notion d'autochtone !

En ce qui concerne la sécheresse, il est bien connu qu'il existe une large variabilité de comportements entre cépages et aussi entre porte-greffes. Plusieurs programmes de recherches sont conduits à ce sujet à l'ISVW pour sélectionner des porte-greffes plus résistants à la sécheresse. »

Nos scientifiques planchent aussi sur la modification des méthodes culturales, palliatif incertain pour beaucoup, pansements sur jambe de bois pour d'autres… mais qui auront au moins le mérite d'ouvrir une réflexion critique sur les abus passés quant aux zones de plantation de vignes, par exemple…

« Le changement de localisation. En viticulture, notamment en Aquitaine, les enjeux spatiaux sont majeurs, en raison de la prépondérance des vins en AOP (Appellation d'Origine Protégée). L'AOP est une dénomination européenne de protection (reprenant l'AOC française et lui reconnaissant une valeur européenne[4]) d'un produit lié à son origine géographique. Il garantit l'origine de produits alimentaires traditionnels, issus d'un terroir et d'un savoir-faire particulier. (…)
Le climat aquitain présente une variabilité non négligeable qui a été étudiée dans la zone de production des vins de Bordeaux et qui pourrait donc être mise à profit pour relocaliser la vigne sur des zones plus fraîches et donc plus tardives dans un même espace géographique. (…) Possible sur le plan strictement technique, une relocalisation dans des espaces géographiques nouveaux soulèvera des questions socio-économiques et organisationnelles majeures.»

Le changement d'orientation des rangs de vigne (restructuration et replantation…) et la « colonisation » des coteaux exposés au Nord… On imagine aisément, en effet, ce que cette révolution copernicienne impliquerait de remises en causes…

Nous le voyons donc clairement : avec ces adaptations, que signifiera encore la notion d'appellation protégée ? Et, accessoirement, est-il encore légitime de se battre pour une « renaissance des appellations » ? Nous y reviendrons.

4 Sans oublier… les DOP espagnoles et italiennes, tout aussi impliquées dans cette reconnaissance européenne… Ah ! si la France cessait de se penser le nombril du monde viticole !

Conclusion ? difficile, ardue.

D'autant plus que les rapports (tous les cinq ans) du GIEC accompagnés des recommandations aux décideurs s'empilent sur les bureaux des responsables politiques tétanisés par le court-terme des échéances électorales.
Souhaitons que ces rapports ne connaissent pas le sort de celui qui avait été commandé au Commandant Cousteau sur les conséquences écologiques du Pont de l'Ile de Ré…

Premier constat dans le sud-ouest : le Château Le Puy sur sa colline de St Cibard a tout l'avenir devant lui.
Deuxième constat : en Médoc (qui pourrait devenir une presqu'île…), en Graves pour la rive gauche, en Côtes de Blaye et Bourg, rive droite : du souci à se faire ! Et ne parlons pas des zones alluvionnaires sur les rives de la Dordogne.

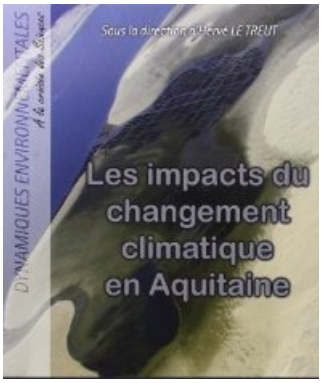
Les réactions sont très diverses selon les régions.

Inquiétude en Aquitaine, région pilote en la matière, on l'a vu et expérimentation de solutions alternatives au Domaine de l'INRA, La Grande Ferrade à Villenave d'Ornon.
La demande de cette étude d'impact faite par Alain Rousset (président de la région) à Hervé Le Treut et aux scientifiques aquitains et midi-pyrénées, montre une préoccupation certaine des pouvoirs publics face à cet avenir imprévisible. Les passages à l'acte sont encore bien timides mais paraissent déjà importants par rapport à d'autres régions. La constitution d'un Conseil scientifique permanent auprès de la région pourrait être un moteur décisif. Le fait que dans ces travaux on ait délibérément écarté les scientifiques non publics et les associations de protection de l'environnement qui gèrent souvent de vastes étendues protégées n'a pas été interprété comme un élément positif d'ouverture et contradictoire avec le nécessaire appel à une conscience citoyenne.
On constate ainsi un relatif désintérêt en Languedoc… où les essais d'agroforesterie (inspirés de pratiques italiennes et portugaises) rencontrent le doute sauf s'il s'agit de faire joli dans le paysage : l'argument retenu est la valorisation d'un vignoble aux yeux des consommateurs qui apprécient la présence d'arbres rompant la monotonie de la monoculture… et achètent plus facilement les vins de ce type de domaines ! Quant au souci écologique… Une enveloppe budgétaire conséquente a cependant été accordée en 2014 pour ces recherches.
A noter que l'association gersoise Arbres et paysages est en charge d'un suivi d'agroforesterie en milieu viticole pour la région Midi Pyrénées. Connaissant le sérieux du travail de cette association, nous en attendons des communications pratiques et concrètes (contact@arbre-et-paysage32.com).

Comme le dit la formule célèbre : il y a le feu à la maison et on regarde ailleurs… Heureusement « on » n'est pas tout le monde !

J-M. Carité

Bibliographie conseillée



Les impacts du changement climatique en Aquitaine, sous la direction d'Hervé Le Treut, aux Presses Universitaires de Bordeaux (www.pub.u-bordeaux3.fr)

Les rapports du G.I.E.C (tous disponibles en ligne sur **www.ipcc.ch**) y compris les « recommandations » aux gouvernements.

Le changement climatique pour les nuls, par Olivier Nouaillas, éditions First (à paraître).